



Rajen Bablee

(Directeur, Transparency Mauritius)

«IL FAUT UNE VOLONTÉ POL LE CRIME ORGANISÉ»

Il faut réglementer le financement des partis politiques. Car, valeur du jour, l'argent circule sans contrôle. Ce qui permet à des lobbies ou au crime organisé d'influer sur les décisions d'État, observe l'Executive Director de Transparency Mauritius.

Himanshu MARCHURCHAND

BUSINESSMAG. Le terme «mafia» revient sur les lèvres ces jours-ci. Qu'est-ce que tout cela vous inspire ?

Qui dit mafia sous-entend une atmosphère sombre, malsaine et jalonnée de cadavres. Le mot mafia provient de l'Italie, plus précisément de la Sicile, et concerne le crime organisé selon des codes définis et des liens familiaux. On a en mémoire Marlon Brando dans *Le Parrain* pour le côté sombre ou Kevin Costner dans *Les Incorruptibles*. Est-ce qu'on est en train d'utiliser le mot juste dans le contexte mauricien ou alors ne faudrait-il pas plutôt parler de crime organisé ou de puissants lobbies ?

BUSINESSMAG. À quoi faites-vous référence en parlant de crime organisé ?

Quand on parle de crime organisé, on pense au trafic de drogue, aux jeux, à la fraude à l'assurance, au racket, au trafic humain et celui des armes. Je ne crois pas qu'il y ait eu des études ou des recherches sur des éventuelles structures de crime organisé à Maurice.

BUSINESSMAG. Quel est le mode opératoire d'une mafia ?

Je pense que seul un mafioso pourrait répondre à cette question.

Sur un plan large, je présume qu'un réseau de crime organisé moderne opère selon une structure ou hiérarchie très structurée regroupée autour d'un chef.

On peut aussi supposer qu'il fonctionne selon une stratégie définie et dans des secteurs précis. Il existerait des réseaux qui opèrent dans des secteurs ou zones géographiques précises selon des accords passés entre les chefs de ces réseaux. En général, ces réseaux infiltrent les institutions, soudoient les fonctionnaires et possèdent aussi

réseaux s'appuient sur des professionnels de haut calibre, que ce soit dans le domaine juridique ou comptable. Il est aussi connu que les membres seniors des réseaux de crime organisé se blanchissent à travers des clubs sélects et envoient leurs enfants étudier dans les mêmes institutions que celles fréquentées par les enfants des notables.

BUSINESSMAG. Les récentes saisies de drogue et le rapport sur les courses hippiques dénotent un rapprochement inquiétant entre des réseaux

de crime organisé et des gens proches du pouvoir. Quelle est votre analyse ?

Dans une société petite comme la nôtre, un quelconque rapprochement est inévitable. Tout le monde, ou presque, se connaît ou a des liens de parenté directs ou indirects. De plus, avec la mode des selfies ou 'people', n'importe qui se prête au jeu de se faire photographier avec des personnalités.

Si par exemple, vous faites un selfie avec une légende du

foot ou un acteur rencontré par hasard, cela ne fait pas de vous, automatiquement, un proche de cette célébrité. La partie du rapport sur les courses hippiques parle surtout de soupçons ou d'allégations et ses auteurs ont demandé des enquêtes approfondies. Il est important que ces enquêtes soient instituées dans les meilleurs délais. Concernant les connexions politiques, attendons voir le rapport de la commission d'enquête pour en discuter.

On ne peut pas se baser sur une ou une série de questions posées par le juge Lam Shang Leen à une personne pour tirer une conclusion. Nous ne connaissons pas sa stratégie d'interrogation et il serait inapproprié de commenter. En ce qui concerne la drogue, cela fait des années que des travailleurs sociaux, tels qu'Ally Lazer ou Imran Dhanoo dénoncent ce fléau. Et si aujourd'hui, on est en train de faire autant de saisies, il faudrait se demander quelle quantité de drogue est arrivée à Maurice ces dernières années. Il faudrait féliciter la police et la douane pour les saisies récentes, mais pas pour qu'elles s'endorment sur leurs lauriers. Il ne serait pas bête de penser que pour chaque cargaison saisie, il y en a d'autres qui passent à travers les mailles.

«ON EST ENCORE LOIN DES SITUATIONS OÙ LA TÊTE D'UN JUGE, D'UN JOURNALISTE OU D'UN MINISTRE EST MISE À PRIX»

des commerces tout à fait légaux comme vitrines ou pour blanchir les recettes de leurs activités illicites. Il ressort aussi que les



«DOMMAGE QUE NOUS N'AYONS TOUJOURS PAS UNE LOI-CADRE POUR GARANTIR LA LIBRE CIRCULATION DE L'INFORMATION»

TIQUE POUR COMBATTRE



BUSINESSMAG. Quid de la mafia institutionnelle ? Certains attribuent les départs de Bert Cunningham et Megh Pillay de la douane et d'Air Mauritius respectivement à une mafia qui contrôlerait les institutions de l'État. Vos commentaires ?

Est-ce que le mot mafia est approprié ? Nous ne connaissons pas tous les tenants et les aboutissants des départs de Bert Cunningham et de Megh Pillay. Nous avons des bribes d'informations et des versions différentes. Il est dangereux de tirer des conclusions tant qu'on n'a pas tous les détails des deux affaires. J'aurais souhaité que l'un ou l'autre, ou les deux, entre une affaire en cour. Cela nous aurait permis d'avoir un jugement éclairé et basé sur des preuves.

L'institution qu'est le judiciaire est considérée comme étant toujours indépendante et a la confiance d'une majorité de Mauriciens. Le mot juste en ce qui concerne les nominations ou limogeages relèverait plus de la partisanerie politique ou de lobbies. Il est dommage que nous n'ayons toujours pas une loi-cadre pour garantir la libre circulation de l'information. Une loi pour contrôler le financement des partis politiques et des politiciens sur le plan individuel permettrait aussi de limiter les marges de manœuvre des réseaux de crime organisé.

BUSINESSMAG. Pouvez-vous nous donner quelques exemples des agissements d'une mafia à Maurice ? Ne sommes-nous pas en train de chuter dans notre niveau de sécurité à l'échelle internationale ?

Pour donner des exemples, il faut d'abord avoir des preuves et se baser sur des études de cas. Toute proportion gardée, même s'il y a des crimes à Maurice, les cas relèvent plus de crimes passionnels ou du fait de vols avec violence ou de disputes entre amis. On est encore loin des situations où la tête d'un juge, d'un journaliste ou d'un ministre est mise à prix.

Évitons les amalgames et des analyses qui ne sont pas basées sur des critères empiriques. Je pense plutôt qu'écrasés par notre insularité, nous avons une tendance à amplifier les événements et à les vivre de façon plus rapprochée. Il est encore heureux que nous sommes toujours un pays n'ayant pas connu des attentats ou des guerres de gang. De mon expérience passée de journaliste, j'ajouterai cependant qu'il existait – il existe toujours peut-être – un réseau très organisé à Maurice impliqué principalement dans le trafic de drogue et qui blanchissait ses recettes à travers des fraudes à l'assurance en provoquant des accidents fictifs. Il paraît que ce réseau avait infiltré plusieurs milieux et essayé de corrompre des fonctionnaires à plusieurs niveaux et secteurs. L'ICAC devrait s'intéresser de plus près à ce réseau et décortiquer son fonctionnement.

BUSINESSMAG. Quel est l'impact du crime organisé sur l'économie ?

Tout crime ou acte de corruption a une incidence sur l'économie et amplifie les coûts. Il fausse aussi les enjeux, fragilise l'investissement et peut représenter un manque à gagner conséquent pour l'État.

➔ Suite en page 26



«ON A EU LE 'GOOD GOVERNANCE AND INTEGRITY REPORTING ACT' QUI, APRÈS UN BUZZ CONSÉQUENT, SEMBLE ASPHYXIÉ»

BUSINESSMAG. Quelles sont les solutions pour venir à bout du crime organisé ?

Il est connu que pour s'attaquer au crime, il faut suivre la trace de l'argent. Le gouvernement avait aussi annoncé une Financial Crime Commission pour harmoniser la lutte contre le blanchiment. Cela se fait attendre. Nous avons eu le *Good Governance and Integrity Reporting Act* qui, après un buzz conséquent, semble asphyxié. Cela aurait pu constituer un outil important dans la lutte contre le crime. Il y a un ministère de la Bonne gouvernance où les titulaires du poste ont toujours semblé plus occupés par leurs soucis, intérêts ou scandales personnels plutôt que de devenir les champions de la bonne gouvernance. Ce ministère aurait pu également encourager la recherche sur la criminalité à Maurice. Il est important de connaître des causes pour pouvoir s'attaquer à un problème.

BUSINESSMAG. On sait que des gens malintentionnés ou encore des lobbyistes ont toujours gravité autour des régimes politiques au pouvoir...

En l'absence de données empiriques, il serait mal avisé d'imaginer des corrélations, mais il est connu que des lobbies sectoriels ou financiers ont toujours gravité autour des politiques. Il est aussi connu que de nombreux politiciens utilisent des gros bras comme gardes du corps. Mais, au-delà de ça, pourquoi ne pas voir ce qui a été fait avant ? Le mois de juillet 2017 a été marqué, d'un côté, par les saisies importantes de drogue et par les unes de la presse sur la commission Lam Shang Leen et, de l'autre, par la disparition de Laure Pillay. Or, Laure Pillay était l'un des assesseurs de la commission Rault qui avait soumis son rapport sur la drogue, le 27 février 1987. Quelles leçons avons-nous tiré de ce précédent rapport et qui s'en souvient encore ? Ce rapport avait aussi fait une corrélation entre le trafic de drogue et les courses hippiques.

→ Suite de la page 25

BUSINESSMAG. Le crime organisé témoigne d'une certaine incapacité de nos institutions à fonctionner correctement, mais aussi indépendamment ? Que font les «watchdogs» ?

Je ne crois pas que ce soit aux *watchdogs* de la société civile de s'attaquer au crime organisé. Il s'agit du travail de la police et des douanes. Et il y a aussi l'ICAC en ce qui concerne la corruption.

La corruption est un élément important dans le fonctionnement des réseaux de crime organisé. Il faut d'abord qu'il y ait une volonté politique et une forte culture d'intégrité au sein des institutions chargées de combattre le crime organisé. Dans une société issue du système capitaliste et où souvent on voit que le respect s'acquiert à travers l'argent ou l'étalage des biens matériels, il faudrait un changement en

profondeur et pour cela, l'on a besoin d'une stratégie nationale qui est basée sur l'éducation et la conscientisation dès le plus jeune âge. Autrefois, les piliers de la société étaient surtout l'instituteur et le policier. Ces deux professions imposaient le respect et étaient respectées. Aujourd'hui, au sein d'une société de consommation, elles semblent, non seulement marginalisées, mais encore certaines d'elles ne se respectent pas elles-mêmes. Et si on veut vraiment changer les choses, le premier élément à aborder est le financement des partis politiques et des politiciens. Il n'est pas concevable qu'en 2017, il y ait toujours une opacité totale dans ce domaine.

Transparency Mauritius a circulé un document auprès du secteur privé pour demander à ce que tout don soit suspendu jusqu'à ce qu'il devienne obligatoire que les partis politiques publient leurs comptes. Nous avons eu très peu de réponses. Le gou-

vernement du jour avait annoncé une loi pour réglementer cela, mais on ne voit rien, à part une ébauche, après plus de trois ans au pouvoir. Nous avons là un système qui permet à l'argent de circuler sans aucun contrôle et qui, potentiellement, permet à des lobbies ou au crime organisé d'influer sur des décisions d'État. Les politiciens semblent se complaire dans cette situation et on ne sent pas une réelle volonté, ni au sein du gouvernement ou au sein de l'Opposition, pour changer les choses. Il faut en finir avec cette hypocrisie où les actions ne reflètent pas les discours.

BUSINESSMAG. Jusqu'où remonte l'existence d'une mafia à Maurice ?

Dans toute société, il existe des déviants, comme l'explique si bien le sociologue Émile Durkheim. Je pense donc que les lobbies ou les associations de malfaiteurs ont existé en même temps que notre société.